



21.070

**Sicherheitspolitik der Schweiz.****Bericht 2021****Politique de sécurité de la Suisse.****Rapport 2021***Erstrat – Premier Conseil*

## CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 09.03.22 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 09.03.22 (FORTSETZUNG - SUITE)

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 02.06.22 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)

**Fivaz** Fabien (G, NE), pour la commission: Ce qui devait être un rapport tranquille, une réflexion à tête reposée sur les risques qui menacent la Suisse est devenu d'une actualité brûlante en raison de l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe. Le présent rapport sur la politique de sécurité de la Suisse est le premier publié depuis 2016. Il dresse un tableau de la situation sécuritaire non seulement dans le domaine militaire, mais pour l'ensemble des problèmes qui menacent à court, moyen et long terme notre sécurité.

La situation sécuritaire est devenue plus instable dans le monde, en Europe et en Suisse. Les événements dramatiques des derniers jours le démontrent. Les logiques de bloc et l'affaiblissement des institutions multilatérales oeuvrant pour la paix et la stabilité exacerbent les régionalismes et nationalismes ainsi que la polarisation.

J'aimerais profiter de ce débat pour vous lire, si cela vous intéresse, la partie du rapport qui concerne l'Ukraine. Tout ce qui y est dit est assez prémonitoire: "La confrontation entre la Russie et les Etats occidentaux n'est pas un phénomène à court terme. Bien que la Russie et l'Otan s'efforcent d'éviter un conflit armé, ce risque a augmenté au cours des dernières années. La Russie a fortement renforcé son potentiel militaire et s'efforce d'avoir la capacité à mener une guerre en Occident contre un puissant adversaire conventionnel. Cela se reflète également dans les scénarios des grands exercices stratégiques annuels. L'Otan et les Etats européens neutres axent, eux aussi, à nouveau plus fortement leur politique autour d'un conflit conventionnel.

Une situation de crise importante aux frontières orientales de l'Otan constituerait un énorme défi pour l'Europe et pourrait conduire à des instabilités politiques, économiques et sociales, ainsi qu'à des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement et les mouvements migratoires. Mais un conflit entre l'Otan et la Russie pourrait tout aussi bien naître en raison d'une montée de la violence à la périphérie de l'Europe, avec les mêmes conséquences. En cas de crise aggravée en Europe, la Russie pourrait utiliser des moyens militaires afin de changer la donne aux confins orientaux de l'Otan. Le rétablissement du statu quo ante ne serait alors possible qu'avec une poursuite de l'escalade.

Une menace militaire directe due à une attaque terrestre contre la Suisse paraît peu probable à court et à moyen terme. Les répercussions d'une telle attaque seraient néanmoins tellement graves que cette éventualité ne doit pas être négligée. Cependant, dans le cas d'un conflit armé entre l'Otan et la Russie, la Suisse pourrait être directement menacée si le conflit venait à durer et si l'une des parties au conflit voulait, avec des moyens militaires, contraindre notre pays à faire des concessions économiques, politiques ou militaires. Un adversaire pourrait donc utiliser, ou menacer d'utiliser, des armes à longue portée, des forces d'opérations spéciales et des moyens cyber contre des cibles militaires et civiles sur territoire suisse. En revanche, – c'est écrit comme cela – "une intervention terrestre directe paraît invraisemblable, même dans un tel scénario".

Selon les informations données par le Conseil fédéral lundi à l'heure des questions, cette évaluation n'a pas changé. Toutefois, réunie jeudi passée, la Commission de la politique de sécurité a demandé au Conseil fédéral un complément au rapport que nous traitons aujourd'hui vu la nouvelle situation en Ukraine. Le DDPS s'est engagé à produire un rapport pour la fin de l'année 2022. En effet, la guerre en Ukraine a modifié certaines données du problème. Notre situation sécuritaire s'est dégradée, avec le risque d'une attaque ou d'un accident nucléaire, ou d'une entrée en guerre de l'Otan face à la Russie. Pourtant, la guerre a aussi soudé les pays de l'Union européenne et permettra peut-être l'émergence d'une Europe de la défense souvent discutée mais





jamais concrétisée.

Paradoxalement, le renforcement de l'Otan conduit donc aussi à un renforcement de la sécurité en Suisse. Le DDPS s'est engagé à revoir le rapport sur la politique de sécurité de la Suisse à la lumière des événements récents. Mme la conseillère fédérale Amherd l'a confirmé également lundi à l'heure des questions.

Mais la guerre conventionnelle est un problème parmi tant d'autres. Même si la guerre en Ukraine n'est pas le meilleur exemple, car elle a tout d'une invasion classique, les guerres se font de manière de plus en plus souvent hybride. Les assaillants usent le plus souvent de moyens économiques, numériques ou de la désinformation pour déstabiliser socialement, économiquement ou politiquement un pays, avant une potentielle invasion. Parfois, cette invasion n'est pas conduite par l'Etat lui-même, mais par des mercenaires à la solde d'entreprises privées, pas toujours très indépendantes.

Concernant les risques de désinformation à travers les médias sociaux et les médias traditionnels, la commission a donc décidé de déposer un postulat qui charge le Conseil fédéral d'établir un rapport sur ces questions, une analyse de la situation actuelle sur les risques et de formuler des propositions pour y répondre.

Les cyberattaques ont fortement augmenté ces dernières années, comme le montrent les chiffres publiés par la Centrale d'enregistrement et d'analyse pour la sûreté de l'information (Melani). Les objectifs sont multiples: espionnage, demande de rançon, sabotage. Les infrastructures critiques sont, en Suisse, particulièrement vulnérables, de même que les institutions internationales qui sont présentes dans notre pays.

L'intelligence artificielle change la manière de faire la guerre. Les robots tueurs et les systèmes d'armes autonomes seront de plus en plus présents. La révision de la Convention sur certaines armes classiques a échoué, à la fin de l'année dernière, à fixer un cadre contraignant aux Etats pour l'utilisation des armes autonomes. Cela renforce le risque d'escalade, parce que le risque politique et social de la guerre diminue.

Le rapport n'analyse pas seulement les risques militaires. Les grandes menaces civiles sont également traitées: le terrorisme, l'extrémisme violent, la criminalité organisée, les catastrophes naturelles liées au réchauffement climatique, aux pandémies et les risques techniques, par exemple les ruptures de communications fixes ou mobiles ou une rupture de l'approvisionnement en électricité. Il existe également des problèmes indirects: la migration en lien avec la guerre ou le réchauffement climatique augmentera forcément, la crise ukrainienne le montre. La Suisse doit s'y préparer.

Concernant les risques liés au réchauffement climatique, la commission vous propose d'adopter un postulat qui charge le Conseil fédéral de dresser un panorama des capacités de gestion des catastrophes naturelles liées au climat dans les différents corps de milice de la Suisse, que ce soit l'armée, la protection civile ou le service civil.

Dans son rapport, le Conseil fédéral a fixé un certain nombre d'objectifs qui devraient servir à répondre aux différentes menaces citées. Dans l'ordre, il s'agit de renforcer la détection précoce des menaces de même que la coopération internationale, de mettre l'accent sur les conflits hybrides, de lutter contre la désinformation, d'augmenter la cybersécurité, de continuer à lutter contre le terrorisme, l'extrémisme violent et la criminalité organisée, d'assurer la résilience et la sécurité de l'approvisionnement, d'améliorer la protection contre les catastrophes et, finalement, d'améliorer la coordination entre les différents acteurs de la gestion de crise dans notre pays.

Le rapport que nous traitons aujourd'hui sera dorénavant publié tous les quatre ans. Il doit constituer un pilier de la politique de sécurité de la Suisse. La commission a salué le rapport pour sa concision, sa densité. Le Conseil fédéral a insisté sur le fait que c'est un document de base et pas un

#### AB 2022 N 265 / BO 2022 N 265

élément de conduite. La situation sécuritaire change tout le temps, et les messages annuels sur l'armée sont l'occasion de préciser régulièrement son état et la manière dont le pays entend y répondre.

La plus grande part de la discussion en commission a porté sur la priorisation des menaces et des objectifs. Faut-il mettre l'accent sur des moyens militaires conventionnels? sur la cybersécurité? sur la lutte contre le réchauffement climatique? Le Conseil fédéral, en commission, a clairement indiqué que l'objectif du rapport n'était pas de prioriser les risques, mais de broser un portrait aussi large que possible des problèmes. La question d'un état-major de crise national a également été plusieurs fois évoquée. Ce point sera repris par la commission à une date ultérieure.

La commission a pris acte du rapport et vous propose évidemment d'en faire de même.

Le dépôt du postulat de commission 22.3006, "Etat des lieux relatif à la menace que constituent pour la Suisse les campagnes de désinformation", a été adopté par 12 voix contre 11. Une minorité Glanzmann s'y oppose.

Le dépôt du postulat de commission 22.3007, "Capacités nécessaires à la gestion des dangers naturels liés au climat", a quant à lui été adopté par 16 voix contre 7. Il n'y a pas de minorité.



**Glanzmann-Hunkeler** Ida (M-E, LU), für die Kommission: Am 17. und 18. Januar hat Ihre Sicherheitspolitische Kommission den sicherheitspolitischen Bericht (Sipol-B) beraten. Der Bundesrat hat diesen Bericht am 24. November 2021 verabschiedet. Im Vorfeld der Beratung in der SiK gab es dazu am 17. Januar Anhörungen. Es äusserten sich die Regierungskonferenz Militär, Zivilschutz und Feuerwehr (RK MZF), die KKJPD, die Schweizerische Offiziersgesellschaft (SOG), die Allianz Sicherheit Schweiz, Economiesuisse, die Axpo, das Center for Security Studies, das Genfer Zentrum für Sicherheitspolitik, die Schweizerische Friedensstiftung Swisspeace und das Center for Climate Systems Modeling. Die Zustimmung zum Bericht war von allen Anhörungsteilnehmern gross. Die meisten äusserten sich zu Cybersicherheit und hybriden Konflikten, zum Krisenmanagement, zur Versorgungssicherheit, zur internationalen Zusammenarbeit und auch zu Auswirkungen des Klimawandels.

Am 18. Januar erfolgte die Beratung des Berichtes in Anwesenheit von Bundesrätin Viola Amherd, der Vorsterherin des Eidgenössischen Departementes für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport, und Botschafterin Pálvi Pulli, Chefin Sicherheitspolitik des VBS. Die Bundesrätin führte aus, dass der Sipol-B ein wichtiges Grundlagendokument ist. Er hält die Prioritäten der Sicherheitspolitik für die kommenden Jahre fest. Der aktuelle Bericht ist kürzer als frühere, er benennt aber Ziele und Massnahmen. In der Arbeitsgruppe, die den Bericht erarbeitete, waren alle sieben Departemente, die Bundeskanzlei sowie die Kantone vertreten.

Der erste Teil des Berichtes enthält eine umfassende Analyse der globalen sicherheitspolitischen Trends, des regionalen Umfelds sowie der konkreten Bedrohungen und Gefahren für die Schweiz. Es wird aufgezeigt, dass die internationale Lage weltweit und ganz besonders auch in Europa instabiler geworden ist. Neue Gefahren und Bedrohungen sind dazugekommen, ohne dass altbekannte Gefahren schon verdrängt worden sind. Ein signifikanter Trend ist die verschärfte Konkurrenz zwischen Gross- und Regionalmächten. Es wird um Einfluss gerungen. Dabei stehen Machtinteressen, aber auch unterschiedliche Wirtschafts- und Gesellschaftsmodelle sowie die technologische Vorherrschaft im Fokus. Es gibt Rivalitäten zwischen den USA und China, aber auch mit Russland oder der Türkei, Saudi-Arabien oder dem Iran. Die hybride Kriegsführung akzentuiert sich immer mehr. Zwischen bewaffnetem Konflikt und Frieden ist ein Graubereich entstanden. Dabei spielen Aktivitäten im Cyberbereich und Desinformationskampagnen eine grosse Rolle.

Die Lage an den Rändern Europas ist instabiler geworden. Das Risiko von gewaltsamen Konflikten hat zugenommen. Die Spannungen rund um die Ukraine haben sich verschärft. Wer hätte gedacht, dass im Zeitpunkt, in dem wir diesen Bericht behandeln, so vieles Realität geworden ist? Der Extremismus nimmt zu; auch das ist eine Folge der Pandemie. Der Klimawandel wird ebenfalls sicherheitspolitische Auswirkungen haben, zum Beispiel Naturkatastrophen, aber auch unkontrollierte Migration. Parallel dazu wurde die internationale Zusammenarbeit in den letzten Jahren an den Orten geschwächt, an denen sich gegenseitige Interessen blockieren, etwa bei der UNO, der OSZE, der Nato oder der EU.

Der zweite Teil des Berichtes beinhaltet die Prinzipien der Sicherheitspolitik sowie konkrete Interessen und Ziele. Zu den Prinzipien gehören Kooperation und Neutralität, Demokratie, Respektierung des Völkerrechts, Rechtsstaatlichkeit, Föderalismus und Subsidiarität, Miliz und Dienstpflicht. Der Bericht definiert dann die Ziele und die Form, wie diese umgesetzt werden sollen. Die Früherkennung von Bedrohungen, Gefahren und Krisen soll verbessert werden. Mittel und Fähigkeiten müssen vermehrt auf die hybride Bedrohung ausgerichtet werden. Der Schutz und die Widerstandskraft von Staat, Wirtschaft und Gesellschaft gegenüber Cyberbedrohungen und Desinformation sollen verstärkt werden, unter anderem mit einem systematischen Monitoring. Die Resilienz und die Versorgungssicherheit der Schweiz sollen gestärkt werden. Der Schutz vor Katastrophen und Notlagen, insbesondere Pandemien, ist ein Schwerpunkt. Das Krisenmanagement und die Zusammenarbeit zwischen den Behörden, das heisst Bund, Kantonen und Gemeinden, muss verbessert werden.

Der dritte Teil umfasst die Politikbereiche und die Instrumente der Sicherheitspolitik, die zum Erreichen der Ziele eingesetzt werden. Botschafterin Pálvi Pulli erläuterte uns die Punkte aus der Vernehmlassung. Der Rhythmus der Veröffentlichung alle vier Jahre wird begrüsst, ebenso die Kürze des Berichtes. Kritik gab es beim Krisenmanagement. Dort bleibt der Bundesrat aber bei seiner Haltung. Er will massgeschneiderte Strukturen und Kompetenzen innerhalb der Departemente schaffen. Dazu gibt es eine laufende Evaluation bei der Bundeskanzlei in Zusammenarbeit mit der EFK und der GPK-N.

Es gab zustimmende Voten aus allen Fraktionen. Ganz besonders die Kürze des Berichtes wurde einmal mehr erwähnt. Es gab dann aber auch kritische Voten, etwa die Frage, ob die Armee wirklich in der Lage sei, Land und Bevölkerung im Ernstfall zu verteidigen. Vermisst wurden Aussagen zu Air 2030 oder zum Grundlagenbericht der Bodentruppen. Man vermisse den Hinweis auf aktuelle Krisen oder auch weiterführende Information zu Desinformation. Die Kommission nahm aber schlussendlich einstimmig vom Bericht Kenntnis.

Es gab dann ergänzende Anträge zum Bericht in der Kommission.

Mit einem Antrag verlangte Nationalrätin Riniker die Verabschiedung eines Postulates. Es beauftragt den Bun-



desrat, einen Bericht auszuarbeiten. Darin ist aufzuzeigen, inwieweit die Schweiz von Beeinflussungsaktivitäten beziehungsweise Desinformationskampagnen betroffen ist und, im Weiteren, mit welchen Massnahmen dieser Bedrohung zu begegnen sei. Die Bundesrätin nahm zu diesem Antrag Stellung und erklärte, dass der Bund schon an verschiedenen Stellen tätig sei, um diese Bedrohung zu beobachten und bei Bedarf zu reagieren. 2021 habe die Kerngruppe Sicherheit – diese besteht aus dem Staatssekretär des EDA und den Direktoren des NDB und des Fedpol – eine Erhebung durchgeführt, um die potenzielle Betroffenheit zu identifizieren und einen Überblick über Aktivitäten und Massnahmen zu erhalten. Die effizienteste Vorgehensweise gegen solche Aktivitäten sei das Beobachten, das Sensibilisieren, der Austausch und die Ausbildung. Sie schlug der Kommission vor, die Informationen in einer Anhörung weiterzugeben. Dem Antrag für ein Kommissionspostulat wurde am Ende mit 12 zu 11 Stimmen zugestimmt.

Mit einem Antrag verlangte Nationalrätin de Quattro eine Kommissionsinterpellation. Sie wollte verschiedene Fragen im Hinblick auf die Schaffung eines ständigen Krisen- oder Führungsstabes zur Verbesserung des Krisenmanagements auf Bundesebene beantwortet haben. Die Bundesrätin erklärte, sie würde diese Fragen gerne beantworten. Die Kommission begrüßte dieses Angebot und beschloss, einen Brief mit den entsprechenden Fragen an die Bundesrätin zu schreiben.

**AB 2022 N 266 / BO 2022 N 266**

In einem weiteren Antrag verlangte Nationalrätin Schlatter die Verabschiedung eines Postulates, um den Bundesrat zu beauftragen, uns mit einem Bericht eine Übersicht zur Thematik der Bewältigung von klimabedingten Naturgefahren zu geben. Er soll aufzeigen, welche Fähigkeiten benötigt und welche Massnahmen erbracht werden müssen, um die Sicherheit der Schweiz zu gewährleisten. Dieser Antrag wurde von der Kommission mit 16 zu 7 Stimmen unterstützt, womit ein weiteres Kommissionspostulat verabschiedet wurde.

Die Aktualitäten haben uns bezüglich dieses Berichtes in tragischer Weise leider überholt. Seit dem Beginn des Krieges in der Ukraine am 24. Februar ist Europa in kriegerische Handlungen involviert. Wir wurden am 3. März zu einer zusätzlichen SiK-Sitzung eingeladen und zur aktuellen Lage aufdatiert. Ein Antrag auf Rückweisung des sicherheitspolitischen Berichtes an den Bundesrat wurde in der Kommission behandelt. Die Bundesrätin führte dann erklärend aus, dass der sicherheitspolitische Bericht die Grundlage für die Arbeit der Armee sei und die Armee auch entsprechende Szenarien erarbeitet habe.

Ausführungen zur heutigen Lage an der Ostgrenze von Europa sind im Bericht enthalten. Das VBS wird der Kommission aber einen Zusatzbericht über die aktuelle Lage, die Szenarien und die internationale Entwicklung an der Peripherie von Europa zustellen. Mit diesem Vorgehen erklärten sich alle Kommissionsmitglieder einverstanden.

**Rechsteiner** Thomas (M-E, AI): Ich spreche für die Mitte-Fraktion. Ich kann es vorwegnehmen: Wir nehmen den Bericht zustimmend zur Kenntnis.

Erlauben Sie mir aber zuerst einen kurzen Blick zurück. Der Corona-Einsatz der Armee hat altbekannte sicherheitspolitische Meinungsgräben rund um die militärische Landesverteidigung und den zivilen Bevölkerungsschutz aufgerissen. Die Gruppe für eine Schweiz ohne Armee und Teile der Sozialdemokraten sahen in der Corona-Bedrohung bestätigt, dass heutige Risiken primär ziviler Natur seien und deshalb in Zukunft der Bevölkerungsschutz und der Zivildienst sicherheitspolitisch priorisiert werden müssen. Dagegen sehen Armeebefürworter wie unsere Partei im Corona-Einsatz die Schweizer Armee legitimiert. Wir argumentieren, dass der Zivildienst eine ergänzende Rolle spielt. Die Mitte-Fraktion ist ebenfalls der Meinung, dass nur die Armee in der Lage ist, die nötigen Reserven aufzubauen und während jeweils sieben Tagen und 24 Stunden im Einsatz zu sein. So schnell holt uns die Vergangenheit ein, und die sicherheitspolitische Lage hat sich geändert, und das wird auch in Zukunft so sein.

Zur aktuellen Vorlage: Die unterschiedlichen politischen Betrachtungen darüber, wie es in der Vergangenheit gemacht wurde, sind auch bei der Diskussion des sicherheitspolitischen Berichtes, der aktuell vorliegt, zu erwarten. Wir von der Mitte-Fraktion sind der Überzeugung, dass die Sicherheitspolitik weiterhin eine ganze Bandbreite von möglichen Bedrohungen berücksichtigen muss und dass die Armee und die weiteren Akteure dementsprechend das ganze Spektrum abdecken müssen. Alle diese Bedrohungen und Tendenzen sind im Bericht des Bundesrates erwähnt und auch bewertet. Ich erinnere daran, dass die Mitte-Fraktion schon bei der Schaffung des Kommandos Cyber gemahnt hat, dass mit diesem Schritt – also der Schaffung des neuen Kommandos – einer neuen Gefahr begegnet wird, jedoch keine bisherige wegfällt. Es sind fast drei Monate vergangen, und genau das ist eingetroffen, auch wenn einige Politiker noch vor wenigen Monaten keine Bedrohung sehen wollten: Ein bewaffneter Konflikt ist ausgebrochen.

So ist auch der sicherheitspolitische Bericht zu lesen. Die Betrachtung als Konzept zeigt, dass der Bundesrat



die Gefahren erkannt, die notwendigen Massnahmen und Instrumente benannt und die Gewichtung vorgenommen hat. Für die Mitte ist es wichtig, dass die strategische Priorisierung von Sicherheitsinstrumenten vorgenommen wird, und das mit Weitsicht, um Frieden und Sicherheit für die Bürgerinnen und Bürger der Schweiz sicherstellen zu können. Die schweizerische Sicherheitspolitik, die auf Basis einer Lagebeurteilung Ressourcen und Kompetenzfragen klärt, ist notwendig. Dazu gehört auch, dass der Wandel der Bedrohungslage als Wegweiser dient. Innere und äussere Sicherheit müssen genauso in die strategische Analyse einfließen wie integrierte zivile, militärische und diplomatische Massnahmen.

Kritiker des sicherheitspolitischen Berichtes haben im Vorfeld moniert, dass es der Bundesrat unterlassen habe, einen bewaffneten Konflikt klar zu umreissen. Wir von der Mitte sind nicht dieser Meinung. Der Bericht beinhaltet klare Aussagen zur Bedrohung und auch zum Konflikt, der in der Ukraine leider einen Krieg ergeben hat. Der Bundesrat hat die Lage richtig eingeschätzt. Auf Seite 21 des Berichtes steht: "Die Konfrontation zwischen Russland und westlichen Staaten ist kein kurzfristiges Phänomen. Russland und die Nato sind zwar bemüht, einen bewaffneten Konflikt zu vermeiden, das Risiko dafür ist jedoch in den letzten Jahren gestiegen. Russland hat sein militärisches Potenzial deutlich verstärkt und strebt an, im Westen Krieg gegen einen starken konventionellen Gegner führen zu können."

Auch im vierten Kapitel, wo es um die Umsetzung geht, könnte die verstärkte Ausrichtung auf hybride Konfliktführung auf den ersten Blick oberflächlich wirken. Das ist aber nicht der Fall: Dort wird namentlich geschrieben, dass auch bei einem gewandelten Konfliktbild die Abwehr eines bewaffneten Angriffs eine Kernaufgabe bleibt. Die Mitte-Fraktion kommt zum Schluss, dass die im Bericht erläuterte Sicherheitspolitik dazu geeignet ist, die Sicherheit der Schweizerinnen und Schweizer in einem zunehmend unsicher werdenden Umfeld zu gewährleisten, damit wir und unsere Nachkommen in Frieden und Sicherheit leben können. Dafür stehen wir ein und nehmen den Bericht, der kurz und prägnant formuliert ist, zustimmend zur Kenntnis.

Ein Konflikt ist für viele Bürger und Politiker ein Anlass, um darüber nachzudenken, wie Frieden und Sicherheit gewährleistet werden können. Da ist der sicherheitspolitische Bericht hilfreich. Aber nicht nur das: Wir als gewählte Politiker und Politikerinnen wie auch der Bundesrat haben zudem die nicht delegierbare Pflicht, uns für die Sicherheit unserer Bürgerinnen und Bürger in diesem Land einzusetzen. Mit der Kenntnisnahme des Berichtes ist das nicht getan; es müssen weitere Anstrengungen erfolgen und die notwendigen Investitionen freigegeben werden, damit die sicherheitspolitischen Ziele auch erreicht werden. Das kommt in Kürze auf uns zu. Wir alle sind angehalten, die dann anstehenden Ausgaben mit Blick auf die Sicherheit des Landes und nicht nur mit Blick auf das Parteibüchlein zu beurteilen. Unsere Bevölkerung, unsere Institutionen, unser Land stehen im Fokus, und dafür bildet der Bericht eine gute Basis.

Abschliessend komme ich zur Haltung der Mitte-Fraktion zu den beiden Postulaten: Beim Postulat 22.3006, "Auslegeordnung zur Bedrohung der Schweiz durch Desinformationskampagnen", unterstützen wir die Minderheit Glanzmann. Wir möchten keinen weiteren Bericht aufgrund eines ersten Berichtes, sondern hätten lieber Anhörungen der betroffenen Akteure durchgeführt. Zudem sind Beeinflussungsaktivitäten und Desinformation erstmals im vorliegenden sicherheitspolitischen Bericht erwähnt, was zeigt, dass der Bundesrat diese Gefahr erkannt hat. Der von uns favorisierte Weg über Anhörungen würde auch schneller Ergebnisse liefern als die Beantwortung eines Postulates. Wir verschliessen uns dem Thema keinesfalls, sind jedoch mit der Vorgehensweise via Postulat nicht glücklich.

Die Mitte-Fraktion wird das Postulat 22.3007, "Fähigkeiten zur Bewältigung von klimabedingten Naturgefahren", annehmen.

Bei der Kenntnisnahme des Berichtes appellieren wir auch an Ihre Solidarität. Die Verantwortung für die Sicherheit dürfen wir nämlich nicht auf andere abwälzen – wir müssen sie gemeinsam tragen.

**Zuberbühler David (V, AR):** Der letzte sicherheitspolitische Bericht aus dem Jahr 2016 wurde anlässlich der Herbstsession 2017 im Nationalrat behandelt. Nationalrat Adrian Amstutz, damals Fraktionssprecher der SVP, liess sich während der Debatte im Ratssaal wie folgt verlauten: "Der Bericht ist ein durch den Fleischwolf aller Departemente gewürgter Kompromiss, der mit dem hochtrabenden Titel 'Die Sicherheitspolitik der Schweiz' überschrieben ist – eine

AB 2022 N 267 / BO 2022 N 267

Vortäuschung falscher Tatsachen. Es sind 125 Seiten Verwaltungsbirchermüesli ohne klare Aussagen. [...] es hat mit Endlosschleifen umschriebene Sachen, die gar nicht in diesen Bericht gehören." (AB 2017 N 1508) Die Länge des Berichtes war damals mit ein Grund, dass die Sicherheitspolitische Kommission des Nationalrates im Sommer 2017 eine Kommissionsmotion einreichte, die forderte, dass der sicherheitspolitische Bericht übersichtlich und verständlich und mit gut aufgezeigten Veränderungen verfasst werden solle. Die Motion for-



derte ausserdem, dass die sicherheitspolitische Lage auf maximal 20 A4-Seiten zusammengefasst werden solle. Während diese Forderung im Nationalrat noch Gehör fand, lehnte sie der Ständerat leider ab. Immerhin zeichnet sich der aktuelle Bericht dadurch aus, dass er gegenüber früheren Ausgaben deutlich kürzer ist und Ziele definiert, die als thematische Schwerpunkte für die Schweizer Sicherheitspolitik der nächsten Jahre dienen. Der Bericht vermittelt aber einmal mehr ein unzutreffendes Bild von der Schweizer Armee und suggeriert, dass unsere Armee in der Lage wäre, Land und Bevölkerung im Ernstfall zu verteidigen. Die SVP-Fraktion kritisiert dabei insbesondere die Aussagen des Bundesrates auf Seite 31, die er im Zusammenhang mit der Armee anstellt. In diesem Abschnitt wird beschrieben, dass die Armee das primäre Instrument zur Reaktion auf ein ganzes Sammelsurium von möglichen Bedrohungen sei. Der Bundesrat listet unzählige Aufgaben der Armee auf, aber fragt nicht, ob die aktuelle, real existierende Armee die erwähnten Aufträge überhaupt erfüllen könnte. Die Antwort wäre natürlich klar ein Nein. Mit einer 100 000 Mann starken oder vielmehr schwachen Armee wird ein unzutreffendes Bild suggeriert.

Dem Chef der Armee danke ich an dieser Stelle, dass er in der Sendung "NZZ Standpunkte" vom Schweizer Fernsehen wenigstens unmissverständlich eingeräumt hat, dass nicht einmal der Schutz kritischer Infrastrukturen mit den heutigen Beständen sichergestellt werden könnte. Der Armeeauftrag gemäss Artikel 58 der Bundesverfassung besteht nicht mehr. Er könnte unter militärischen Gesichtspunkten auch gar nicht mehr erfüllt werden, und zwar aus folgenden Gründen: Unsere Armee wäre im Ernstfall schlicht zu klein. Es bestehen Ausrüstungs- und Bewaffnungslücken, die gemäss Weiterentwicklung der Armee (WEA) eigentlich hätten behoben werden müssen, aber bis heute nicht behoben worden sind. Schliesslich bestehen fundamentale Rüstungsdefizite. Es erstaunt deshalb, dass der Bericht keinen Bezug zu Air 2030, keinen vertieften Bezug zum Grundlagenbericht zur Weiterentwicklung der Bodentruppen und keinen Bezug zu den Ausrüstungslücken trotz WEA nimmt.

Ganz besonders stört die SVP-Fraktion zusätzlich die Tatsache, dass auf Seite 42 geschrieben wird, dass eine Reduktion der Abhängigkeit bei Ausrüstung und Bewaffnung der Armee angestrebt wird. Dabei wird geschrieben, dass die Schweiz ihre wehrtechnische Abhängigkeit vom Ausland reduzieren soll. Spätestens seitdem der Bundesrat im Zuge der Ruag-Aufspaltung beschlossen hat, die Munitionssparte bzw. die Ruag Ammotec zu verkaufen, müsste eigentlich klar sein, dass dies im krassen Widerspruch zur Resilienz oder Widerstandsfähigkeit unseres Landes steht. Es ist ja unter dem Aspekt der Versorgungssicherheit zu begrüssen, wenn die Armee dank Sonnenenergie auf Kasernendächern ihren Energiebedarf teilweise selber decken will. Aber Munition kann man im Ernstfall nie zu viel haben.

Im Zusammenhang mit dem Verkauf der Ruag Ammotec fordern wir den Bundesrat deshalb eindringlich auf, unverzüglich die Notbremse zu ziehen, zumal aktuell davon auszugehen ist, dass die einstige Pulvermühle Steffisburg nach über 400 Jahren ins Ausland verkauft werden dürfte. Ich wiederhole in diesem Zusammenhang, was ich im Rahmen der Frühjahrssession 2021 anlässlich der Beratung der Motion 19.3154, "Kein Verkauf der Ruag Ammotec. Versorgungssicherheit gewährleisten", in diesem Rat gesagt habe: Die Fähigkeit der Schweiz, als unabhängiger und neutraler Staat Munition herzustellen, sei ein wichtiger Bestandteil der Verteidigungsfähigkeit unseres Landes. Ein Verkauf der Ruag Ammotec würde diese eigenständige Verteidigungsfähigkeit wesentlich schwächen, zumal im Krisenfall kaum Munition aus dem Ausland beschafft werden könnte, weil sich im Krisenfall halt jeder selbst der Nächste ist.

Wir nehmen, auch wenn wir mit vielem nicht einverstanden sind, Kenntnis vom Bericht, stellen gleichzeitig aber auch fest, dass die vielen Worthülsen und Wiederholungen nicht darüber hinwegtäuschen, dass man eigentlich keine konkreten Ziele oder Massnahmen definieren will. Wie kurz angesprochen, geht das so weit, dass nicht einmal eine Begründung für die Beschaffung des neuen Kampfflugzeugs oder des neuen Systems zur bodengestützten Luftabwehr Eingang in den Bericht gefunden hat. Fast sieht es danach aus, als wäre der Bericht von den Verfassern so gedreht worden, dass er zum gegenwärtigen Kreditrahmen und zum Mainstream der politischen Bestrebungen passt. Die Gewichtung der Bedrohung wird so ausgelegt, dass es aussieht, als ob wir mit den verbleibenden Streitkräften die verfassungsmässigen Aufträge erfüllen könnten. Dabei müsste die Armee gegen einen modernen Gegner gleichzeitig kritische Infrastrukturen schützen und kampfstärke Verbände für Verteidigungsoperationen in der Rückhand behalten können.

Der sicherheitspolitische Bericht stimmt überdies konzeptionell überein mit dem Grundlagenbericht "Zukunft der Bodentruppen", welcher den Verteidigungsauftrag massiv eingeschränkt beschreibt und aufzeigt, dass geplant ist, einer militärischen Notlage nur sektoriell und zeitlich begrenzt entgegenzutreten. Auch da sind sprachliche Feinheiten, moderne Wortgebilde und schöne Grafiken zu bewundern. Konsequenzen werden aus den gewonnenen Erkenntnissen kaum abgeleitet, und auch neuste Erfahrungen aus den Kämpfen im Donbass, in Syrien oder Armenien und Aserbaidschan werden ausgeblendet. Russlands Grossinvasion in die Ukraine zeigt, dass Angriffskriege auch heute nicht nur mit Luft- und Cyberangriffen geführt werden.



Wir leben nicht in einer friedlichen Welt, wie man das vielleicht eine Zeit lang glaubte und hoffte. Vielmehr zeigt sich jetzt, was die Geschichte immer und immer wieder lehrte: Frieden ist nicht etwas Selbstverständliches, etwas Natürliches, sondern etwas Zerbrechliches, das immer bedroht und gebrochen werden kann.

Die Schweiz ist weder Mitglied der Nato, noch gehört sie der EU mit ihrer gemeinsamen Sicherheits- und Verteidigungspolitik an. Unsere neutrale Schweiz muss sich selbst verteidigen können. Vielleicht wäre es jetzt aufgrund der realen geopolitischen Verhältnisse definitiv Zeit, die Armeeausgaben und den Armeebestand zu erhöhen. Die Schweiz wendet aktuell schliesslich nur rund 0,7 Prozent des Bruttoinlandsprodukts für Rüstungsausgaben auf und verfehlt dabei die Zielgrösse der Nato von 2 Prozent deutlich. Ja, es ist Krieg in Europa. Die brutale Eskalation des Konflikts in der Ukraine hat die Welt in einen Schockzustand versetzt. Wir sollten dringend in unsere Sicherheit investieren, um unsere Unabhängigkeit und Freiheit auch in Zukunft zu wahren. Die SVP-Fraktion erwartet aufgrund der Vorkommnisse in Osteuropa, dass der aktuelle Bericht nun nicht einfach in der Schublade verschwindet. Wir erwarten, dass der Bericht rasch durch einen Zusatzbericht ergänzt wird. Die Hoffnung bleibt, dass der eine oder die andere vor dem Hintergrund der dramatischen Ereignisse in Osteuropa bzw. der von Wladimir Putin geschaffenen Fakten nachdenklich wird und Sicherheitsfragen endlich eine höhere Priorität einräumt.

**Schlatter** Marionna (G, ZH): Wer hätte gedacht, dass wir, wenn wir den sicherheitspolitischen Bericht behandeln, mit einer neuen Kriegssituation in Europa konfrontiert sind? Diese Debatte kriegt mit dieser Situation ein ganz neues Gewicht. Angesichts der Zäsur mit dem Ukraine-Krieg stellte sich auch für uns die Frage, ob der Bericht der veränderten politischen Lage genügend Rechnung tragen und als Basis für die Prioritätensetzung der Schweizer Sicherheitspolitik genommen werden kann. Die Grünen sind der Ansicht, dass dem so ist. Der Bericht beschreibt bereits vor Ausbruch der Krise exakt die schwierige Lage an den Rändern der europäischen Gemeinschaft und die zunehmend instabile Situation. Ein solcher Bericht ist immer eine Momentaufnahme. Den genauen Zeitpunkt des Einmarschs der russischen

AB 2022 N 268 / BO 2022 N 268

Truppen konnte so niemand vorhersehen, ebenso wenig die Vehemenz des Angriffs.

Der sicherheitspolitische Bericht bildet die Grundlage für die Prioritätensetzung der Schweizer Sicherheitspolitik. Es ist ein breit abgestützter Bericht, der in Zusammenarbeit mit verschiedenen Departementen und den Kantonen entstanden ist. Die Grünen begrüssen diesen neuen Bericht. Wir sind der Ansicht, dass er einen sachlichen und realistischen Überblick über die sicherheitspolitische Lage und die Herausforderungen, denen sich die Schweiz stellen muss, gibt. Was der Bericht auch unmittelbar zeigt, und das hat mit der Ukraine-Krise an zusätzlicher Brisanz gewonnen, ist, dass Sicherheitspolitik viel mehr umfasst als die militärische und geopolitische Perspektive. Sicherheit muss ganz neu und umfassender verstanden werden. Dem trägt der Bericht insofern Rechnung, als er nicht nur die militärischen Risiken abdeckt, sondern auch zivile wie die Pandemie oder eine Strommangelage.

Für uns Grüne steht dabei die Sicherung der natürlichen Lebensgrundlagen zuoberst auf der Liste der Risikobewältigung. Diese Lebensgrundlagen sind durch die Klimakrise und die Biodiversitätskrise unmittelbar bedroht. Frieden ist ein Pfeiler nachhaltiger Entwicklung. Frieden ist die einzige Möglichkeit, der Umweltkrise zu begegnen. Auch deshalb setzen sich die Grünen seit ihrer Gründung an vorderster Front für Frieden und Abrüstung ein. Die Abhängigkeit von fossilen Energieträgern ist eines der grössten Sicherheitsrisiken für die Schweiz. Dabei geht es nicht nur, wie im Bericht betont wird, um die Versorgungssicherheit. Es geht für uns eben auch um den Druck, die CO<sub>2</sub>-Emissionen möglichst rasch zu senken, damit wir die Klimaerhitzung endlich stoppen können. Wir begrüssen, dass die Kommission auf meinen Antrag hin ein Postulat verabschiedet hat, das eine Auslegeordnung der nötigen Fähigkeiten der Miliz zur Bewältigung von klimawandelbedingten Gefahren fordert.

Sicherheit bedeutet aber für uns auch, einen stabilen Platz in der europäischen Gemeinschaft zu haben. Neue Kriegsformen überwinden Landesgrenzen. Genannt seien hier beispielsweise die gezielte Desinformation, Cyberattacken auf relevante Infrastrukturen oder auch die wirtschaftliche Kriegsführung. Der sicherheitspolitische Bericht trägt dem Umstand Rechnung, dass die Schweiz auch in Sicherheitsbelangen keine Insel in Europa ist. Die europäische, westliche Wertegemeinschaft basiert auf guten Beziehungen. Die so wichtige internationale Kooperation – auch das zeigt der Ukraine-Konflikt in Bezug auf die Sanktionen eindrücklich – basiert auf guten Beziehungen. Es ist dringend notwendig, dass die Schweiz in ihre Beziehungen zu Europa investiert.

Die Schlussfolgerungen hinsichtlich der Ziele der Sicherheitspolitik der Schweiz können wir nachvollziehen. Es bleibt nun die Frage, was wir damit machen und wie sie die Prioritätensetzung beim Ressourceneinsatz beeinflussen. Hier haben wir sehr grosse Fragezeichen. Es fehlt im Bericht nämlich ein Szenario, in dem 36



Kampfjets die Sicherheit der Schweiz erhöhen. Ich erinnere gerne daran, dass wir hier unseren Mitteleinsatz konzentrieren sollten.

Ein kriegesischer Konflikt in der Schweiz ist nach wie vor unwahrscheinlich. So hat sich Bundesrätin Amherd wiederholt geäußert. Hingegen sind andere Bedrohungen unmittelbar vorhanden: die bedrohte Versorgungssicherheit, Cyberattacken, deren Zahl rasant zunimmt, die Desinformation, die Klimakrise, die nukleare Bedrohung. Wer behauptet, dass in dieser Bedrohungslage eine überhastete, generelle militärische Aufrüstung Sicherheit gibt, der gibt schlicht ein hohles Schutzversprechen ab.

Die grüne Fraktion nimmt den Bericht zur Kenntnis und unterstützt die beiden Postulate.

*Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen*

*Le débat sur cet objet est interrompu*